

Direction des Finances de l'Etat  
et de l'Environnement  
3ème Bureau

16 MAI 1984

Installations Classées

Arrêté d'autorisation

n° A.84 - 12 CB/DC

LE PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE  
de la REGION NORD-PAS-de-CALAIS,  
COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE du DEPARTEMENT du NORD  
COMMANDEUR de la LEGION d'HONNEUR,

16105184

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux  
installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour  
son application ;

VU la nomenclature des installations classées résultant  
du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la demande présentée par la S.A. Société Recyclage  
de Matériaux du Nord - Siège Social : Chemin de Tournai,  
B.P. 14 à FRETIN - en vue d'obtenir l'autorisation d'installer  
et d'exploiter à FRETIN, lieudit "La Voie des Poissonniers",  
une unité de concassage, criblage et recyclage de matériaux  
de démolition d'une capacité de 200.000 tonnes/an (rubrique  
n° 89 bis 1° de la nomenclature des installations classées  
pour la protection de l'environnement) ;

VU le dossier réglementaire produit à l'appui de cette  
demande ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique et l'avis  
du commissaire enquêteur ;

VU la délibération du Conseil Municipal de FRETIN ;  
VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Industrie  
et de la Recherche, chargé du service d'inspection des  
installations classées ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires  
Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de  
l'Equipeement ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail  
et de l'Emploi ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de  
l'Agriculture ;

26.09.84  
eur Divisionnaire  
stric et des mines

CHIFFRE  
JP H. H. H.

.../...

VU l'avis de M. le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général du Nord,

A R R E T E :  
-----

ARTICLE 1er. - La S.A. Société Recyclage de Matériaux du Nord - Siège Social : Chemin de Tournai, B.P. 14 à FRETIN - est autorisée à installer et à exploiter à FRETIN, lieudit "La Voie des Poissonniers", une unité de concassage, criblage et recyclage de matériaux de démolition.

ARTICLE 2. - Conditions générales de l'autorisation

L'établissement sera situé, installé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

ARTICLE 3. - Prévention de la pollution de l'eau

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égoût directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Toute opération d'épandage ou d'infiltration est interdite.

Toutes précautions seront prises pour qu'il n'y ait aucune possibilité de contamination de la nappe souterraine par les liquides et autres produits stockés et utilisés dans l'établissement.

Les eaux vannes des sanitaires, les eaux usées des lavabos, et, éventuellement, des cantines, seront traitées en conformité avec les instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel.

## ARTICLE 4. - Prévention de la pollution de l'air

### 4.1. Dispositions générales

Toutes dispositions seront prises pour que l'établissement ne soit pas l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

### 4.2. Dispositions particulières

Les concasseurs, cribles, jetées de bandes, etc... seront munis de systèmes d'aspiration permettant d'éviter les émissions de poussières.

Ces systèmes d'aspiration seront reliés à une unité de dépoussiérage où sera traité l'air poussiéreux de telle sorte qu'une fois rejeté à l'atmosphère, il ne puisse contenir plus de 0,020 g/Nm<sup>3</sup> de poussière quel que soit le régime de fonctionnement de l'installation.

Le conduit d'évacuation des poussières sera calculé suivant les termes de la circulaire du 13 août 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas des installations émettant des poussières fines.

### 4.3. Incident de dépoussiérage

En cas de perturbation ou d'incident affectant le traitement des gaz ne permettant pas de respecter la valeur visée à l'article 4.2, l'installation devra être arrêtée. Aucune opération ne devra être reprise avant remise en état du circuit d'épuration sauf dans des cas exceptionnels intéressant la sécurité de la circulation au droit du chantier.

### 4.4. Contrôles périodiques

Un contrôle à l'émission tant sur la qualité que la quantité des rejets à l'atmosphère sera réalisé annuellement par un organisme indépendant.

Afin de permettre le contrôle annuel ci-dessus mentionné, le conduit d'évacuation des rejets à l'atmosphère devra être aménagé de dispositifs de prélèvements suivant la norme NFX 44052.

Les frais de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

Des arrêtés ultérieurs pourront fixer toutes dispositions complémentaires en matière de prévention et de contrôle de la pollution atmosphérique.

## ARTICLE 5. - Déchets

Seuls les gravais et matériaux de démolitions sont autorisés sur le site et seront traités dans l'installation.

Tous autres types de traitement, de stockage ou de mise en décharge de déchets autres que ceux ci-dessus énumérés sont strictement interdits.

## ARTICLE 6. - Prévention du bruit et des trépidations

### 6.1. Construction et exploitation

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes lui sont applicables.

### 6.2. Véhicules et engins

Les véhicules et engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

### 6.3. Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs...) gênant le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### 6.4. Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant aux valeurs maximales admissibles en limite de propriété suivantes :

Type de zone	Niveau limite en dB (A)		
	Jour	Période intermédiaire	Nuit
	7h-18h	6h-7h/18h-22 h	22h-6h
NA	60	55	50

### 6.5. Contrôles

L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

## Article 7 : Prévention des risques d'incendie - explosion

### 7.1. Principes généraux

Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionnel à la nature des conséquences de ceux-ci.

### 7.2. Matériel électrique

7.2.1. Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et satisfaire aux prescriptions du décret N°62-1454 du 14 novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

7.2.2. Les installations électriques seront conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

7.2.3. Les installations électriques doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation, de ruissellement ou de projection en jet. Les installations électriques seront conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

7.2.4. Un dispositif intermédiaire de détection des défauts sera prévu sur la ligne souterraine entre le poste de distribution et les bureaux. Un répéteur de dispositif d'alerte sera également prévu au niveau de la cabine de commande.

7.2.5. Les installations électriques doivent être entretenues en bon état, et contrôlées annuellement par un organisme compétent et indépendant.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### 7.3. Dispositifs de lutte contre l'incendie

7.3.1. L'établissement doit disposer de moyens de première intervention : extincteurs en nombre suffisant (extincteurs de 50 kg à poudre polyvalente montés sur roues et de 9 kg à proximité des risques d'incendie), robinets d'incendie,

.../...

dépôts de sable avec pelles et brouettes bien répartis permettant d'intervenir efficacement sur un sinistre en attendant l'arrivée des équipes d'intervention.

Ces secours devront être alertés de jour comme de nuit dans les délais les plus brefs.

### 7.3.2. Règles d'exploitation

Des consignes de prévention et de lutte contre l'incendie seront affichées à l'intention du personnel d'exploitation.

Une initiation du personnel à l'établissement à l'utilisation du matériel de premier secours ainsi qu'à la conduite à adopter en cas de sinistre sera réalisée.

## Article 8 : Dispositions particulières

### 8.1. Clôture

Une clôture sera aménagée en limite d'emprise ferroviaire.

### 8.2. Circulation des engins de transports à l'extérieur de l'établissement

Toutes dispositions seront prises pour que le trafic induit par l'exploitation de cette unité ne crée pas de nuisance pour la population riveraine.

En tout état de cause, dès que l'aménagement du CR N°11 (Voie Dumont) sera réalisé, les véhicules desservant l'installation devront emprunter cette voie en priorité.

## Article 9 : Dispositions générales

### 9.1. Prescriptions complémentaires

Des prescriptions complémentaires pourront à tout instant être imposées à l'exploitant dans les conditions prévues à l'article 18 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.

L'exploitant devra se soumettre aux visites de l'établissement qui seront effectuées par des agents désignés à cet effet.

Avant la mise en activité de l'installation, et au plus tard au terme du délai de 3 ans imparti à l'article 8-4 ci-après, il adressera à l'Inspecteur des Installations Classées, un rapport précisant les dispositions prises pour se conformer aux dispositions du présent arrêté.

.../...

Chaque année, le pétitionnaire devra adresser à l'Inspecteur des Installations Classées un rapport sur les activités de l'établissement indiquant notamment :

- les résultats des contrôles périodiques
- le tonnage des matériaux traités
- les aménagements apportés et projets de modification des installations.

#### 9.2. Accident - Incident

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspection des Installations Classées les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi N°76-663 du 19 juillet 1976.

#### 9.3. Modification - Transfert - Changement d'exploitant

Par application de l'article 20 du décret 77-1133 visé ci-dessus, toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

#### 9.4. Annulation - Déchéance - Cessation d'activité

La présente autorisation cessera de produire effet au cas où l'installation n'aura pas été mise en service dans un délai de 3 ans après la notification du présent arrêté ou n'aura pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le Préfet dans le mois qui suit.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi N°76-663 du 19 juillet 1976.

#### Article 10

Le permissionnaire devra se conformer à toutes les prescriptions

.../...

législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs (notamment aux dispositions du livre II - titre III Hygiène et Sécurité - chapitres II et III - articles R. 232-1 à R. 234-23 du Code du Travail et du décret n° 62-1454 du 14 novembre 1962, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques).

ARTICLE 11. -

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire est accordée sous réserve des droits des tiers.

ARTICLE 12. -

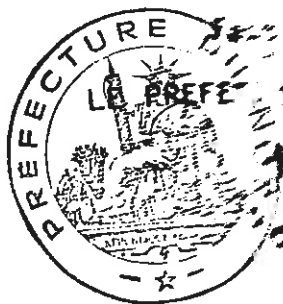
M. le Secrétaire Général du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société Recyclage de Matériaux du Nord par la voie administrative, et dont ampliation sera adressée à :

- MM. les Maires de FRETIN, PERONNE-en-MELANTOIS et SAINGHIN-en-MELANTOIS,
- M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- MM. les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de FRETIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- un avis sera inséré, par les soins du Préfet, Commissaire de la République, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

16 MAI 1984



LILLE, le  
LE PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE,

Pour le Préfet,  
Secrétaire Général

Philippe CALLEDE